

Bertrand ROTHÉ, Gérard MORDILLAT
IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE
TRENTE ANS DE PROPAGANDE ÉCONOMIQUE
Seuil, Paris, 2011

TINA, There Is No Alternative, il n'y a pas d'alternative, a été le slogan néolibéral dévastateur, celui de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, soutenus par les économistes du Mont Pèlerin, Fredrick Hayek en tête. Un acronyme qui empêche de penser tout autre système que celui de la concurrence économique généralisée comme moyen et solution à tous les problèmes que la société peut rencontrer. La chute des régimes communistes est arrivée à point pour servir de preuve à cette affirmation transformée en évidence indiscutable.

Le livre de Bertrand Rothé et de Gérard Mordillat parcourt pour nous, avec une précision chirurgicale, la construction historique de ce slogan, suffisamment simple pour être compris par tous, et n'être ouvert à aucun débat. La démonstration par les faits accumulés conduit à mettre en doute cette idée.

Et donc, lorsque le lecteur arrive au chapitre 2, page 79, *Il n'y a pas d'alternative à l'État*, il s'attend à ce que l'on voit nos auteurs développer cette thèse alternative.

Mais la seule chose qu'ils démontrent alors, que chaque citoyen sait parfaitement, c'est que l'État est nécessaire pour protéger ce libéralisme, pour éponger les pertes et les faire rembourser par le peuple : le couple bien connu de la privatisation des gains et de la nationalisation des pertes. Un État complice.

Faut-il oublier que le tout-État économique a fait la preuve de son échec ?

Nos auteurs ne dénoncent pas l'absence de différence profonde entre un capitalisme privé et un capitalisme d'État. Une fausse opposition dont on a vu, lors du passage de l'URSS à la Russie, et dont on voit en Chine, qu'il n'y a nullement incompatibilité entre un pouvoir politique dictatorial et une économie capitaliste et concurrentielle. L'ultralibéralisme économique n'est pas nécessairement l'ami des libertés citoyennes ! Donc, déception, un chapitre de plus de description précise des méfaits du TINA, mais, il faudra patienter pour avoir une idée, même vague, même un peu utopique pour une alternative. Peut-être la date de rédaction de l'ouvrage, en 2011, est trop précoce pour prendre au sérieux l'idée d'une économie bas carbone, refusant l'extraction et la dilapidation des ressources planétaires, et l'inévitable réchauffement climatique dénoncé depuis plusieurs dizaines d'années. A moins que ce ne soit pas un oubli, mais une zone aveugle de leur pensée, car ce virage écologique suppose des investissements colossaux, un virage culturel, matériel, organisationnel, financier aussi, qui aura besoin d'accompagner et de soutenir tous ceux dont l'activité sera remise en cause, et même vouée à la disparition. En un mot, ce virage écologique a besoin de capitaux, à défaut d'avoir besoin du capitalisme tel qu'il existe aujourd'hui. L'État alors n'est pas une alternative, mais une limite à l'utilisation des capitaux vers le seul profit financier. Son rôle est d'orienter, par la Loi, l'investissement, et de décourager la spéculation. C'est-à-dire de réguler d'une main ferme, à partir d'un projet clair, le fonctionnement de l'économie dans l'intérêt du collectif. Mais comment le ferait-il si la frontière entre lui, la finance, les banques, les entreprises du CAC 40 n'existe pas, ou est une passoire totale ?

Au lieu de défendre l'importance de restaurer l'État dans son rôle, qui n'est certes pas d'avoir tous les pouvoirs, ni de se laisser dépouiller, nos auteurs ont une conclusion qui n'enthousiasmera que le black bloc : l'alternative, c'est l'insurrection.

Désespérant du politique, et de l'économie capitaliste, il ne reste que la colère et le désespoir. A l'heure où nombre d'alternatives se mettent en place, de frémissements verts n'attendent que de se former en un puissant réseau, d'innovations insuffisantes encore, dans une course de vitesse contre le profit destructeur qui ne remplit que quelques poches, à cette heure où personne ne sait de quel côté l'avenir ira, il est dommage d'en rester en conclusion à une « *transformation qui ne se fera qu'au prix d'une révolution des consciences, une révolution des pratiques qui restituera le bénéfice des richesses à ceux qui les créent* » en s'appuyant seulement sur l'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 affirmant avec une formule bien romantique : « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.* »